

48/2019 - 15 mars 2019

Dépenses des administrations publiques dans l'UE en 2017

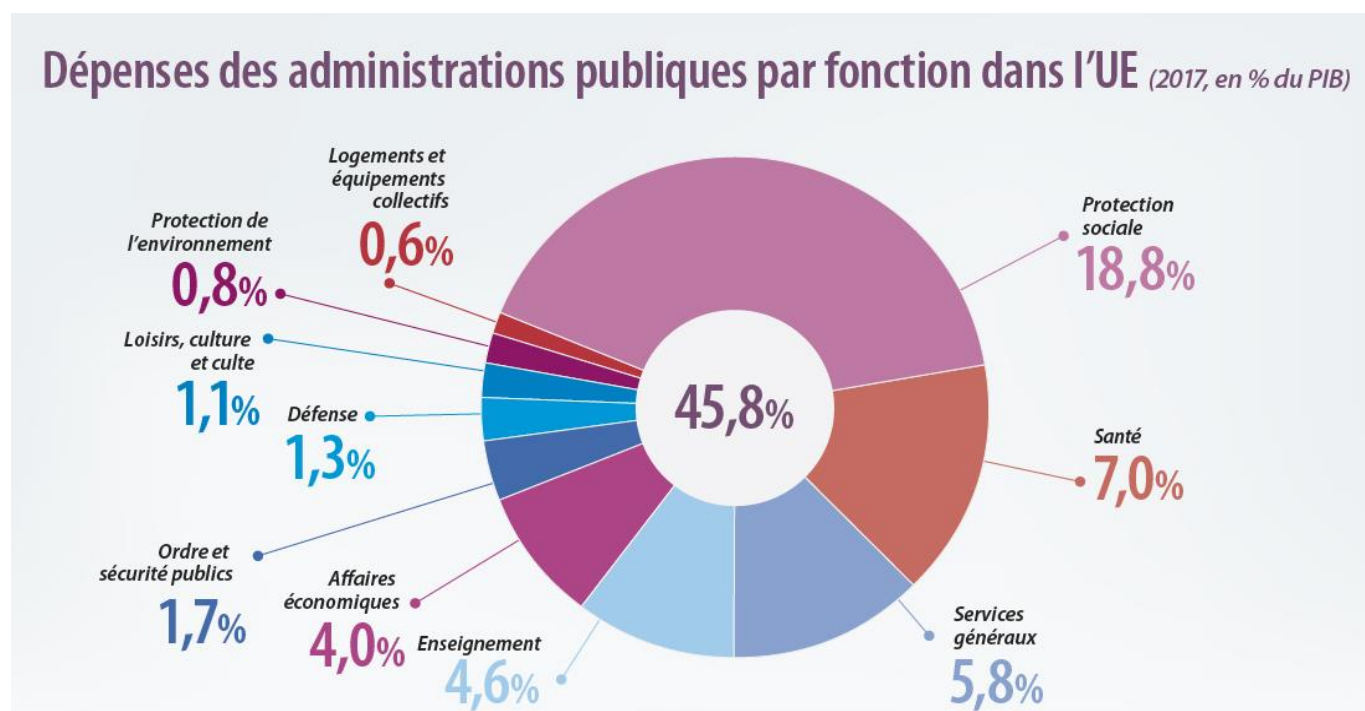
Part la plus élevée des dépenses publiques consacrée à la protection sociale et à la santé

Les dépenses publiques totales ont continué de diminuer

En 2017, l'ensemble des dépenses publiques dans l'**Union européenne** (UE) représentait 45,8% du produit intérieur brut (PIB). Cette part a régulièrement diminué depuis 2012, lorsqu'elle s'élevait à 48,9% du PIB.

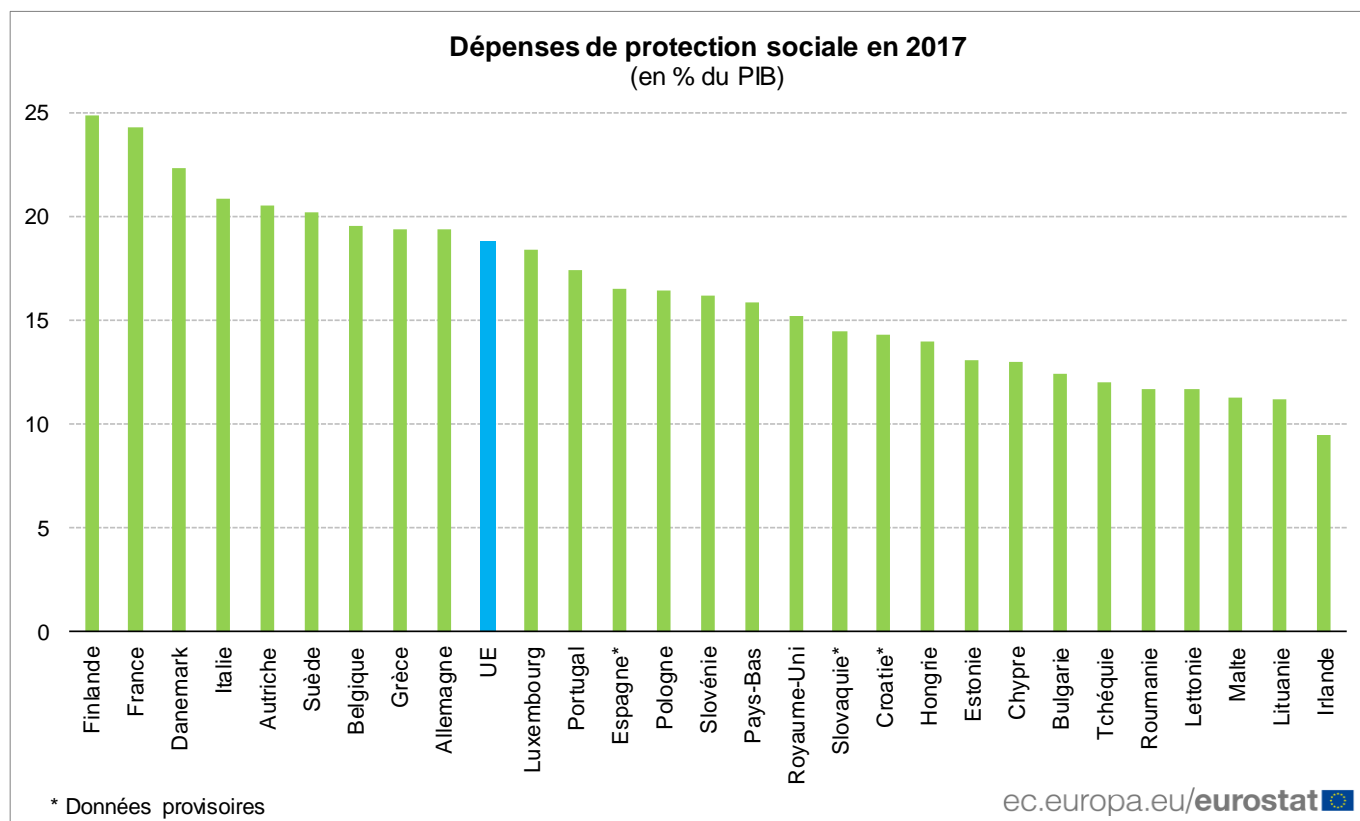
Parmi les dépenses des administrations publiques dans l'**UE**, la «protection sociale» est de loin la fonction la plus importante, équivalente à 18,8% du PIB en 2017. Viennent ensuite, par ordre d'importance, les fonctions «santé» (7,0%), «services généraux des administrations publiques» (5,8%) tels que les affaires étrangères et les opérations concernant la dette publique, «enseignement» (4,6%) et «affaires économiques» (4,0%). Les fonctions «ordre et sécurité publics» (1,7%), «défense» (1,3%), «loisirs, culture et culte» (1,1%), «protection de l'environnement» (0,8%) ainsi que «logements et équipements collectifs» (0,6%) ont un poids moins important.

Ces informations sur les dépenses totales des administrations publiques par fonction proviennent d'une publication en ligne d'**Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne**.

ec.europa.eu/eurostat 

La part des dépenses de protection sociale liée à la vieillesse la plus élevée en Grèce et en Finlande, et la plus faible en Irlande

La protection sociale a constitué le domaine le plus important de dépenses des administrations publiques en 2017 dans tous les États membres de l'UE. Le ratio des dépenses des administrations publiques en matière de protection sociale varie d'un État membre de l'UE à l'autre, s'échelonnant de moins de 10% du PIB en **Irlande** (9,5%) à près d'un quart du PIB en **Finlande** (24,9%). Six États membres (**Finlande**, **France**, **Danemark**, **Italie**, **Autriche** et **Suède**) ont consacré au moins 20% de leur PIB à la protection sociale, alors que l'**Irlande**, la **Lituanie**, **Malte**, la **Lettonie**, la **Roumanie**, la **Tchéquie** et la **Bulgarie** ont dépensé chacun moins de 13% de leur PIB pour la protection sociale.



Les dépenses de protection sociale peuvent être subdivisées en plusieurs groupes. Le groupe «vieillesse», qui comprend les pensions, représentait 10,1% du PIB dans l'UE en 2017. Ce groupe représente aussi la plus grande part des dépenses de protection sociale dans tous les États membres de l'UE, les parts les plus élevées étant enregistrées en **Grèce** et en **Finlande** (13,8% chacune), suivis de la **France** et de l'**Italie** (13,4% chacune) ainsi que de l'**Autriche** (12,5%). À l'inverse, les parts les plus faibles ont été enregistrées en **Irlande** (3,4%), en **Lituanie** (5,7%) et à **Chypre** (6,0%).

Les dépenses pour la santé et pour l'enseignement respectivement les plus élevées au Danemark et en Suède

Avec des parts d'au moins 8% du PIB en 2017, le **Danemark** (8,4%), l'**Autriche** (8,2%) et la **France** (8,0%) sont les États membres dans lesquels les dépenses publiques consacrées à la santé sont les plus élevées. Les parts les plus élevées de dépenses consacrées aux services publics généraux ont été observées en **Grèce** (8,3%) et en **Italie** (8,2%). Pour l'enseignement, les pourcentages les plus élevés ont été enregistrés en **Suède** (6,8%), au **Danemark** (6,5%) et en **Belgique** (6,3%).

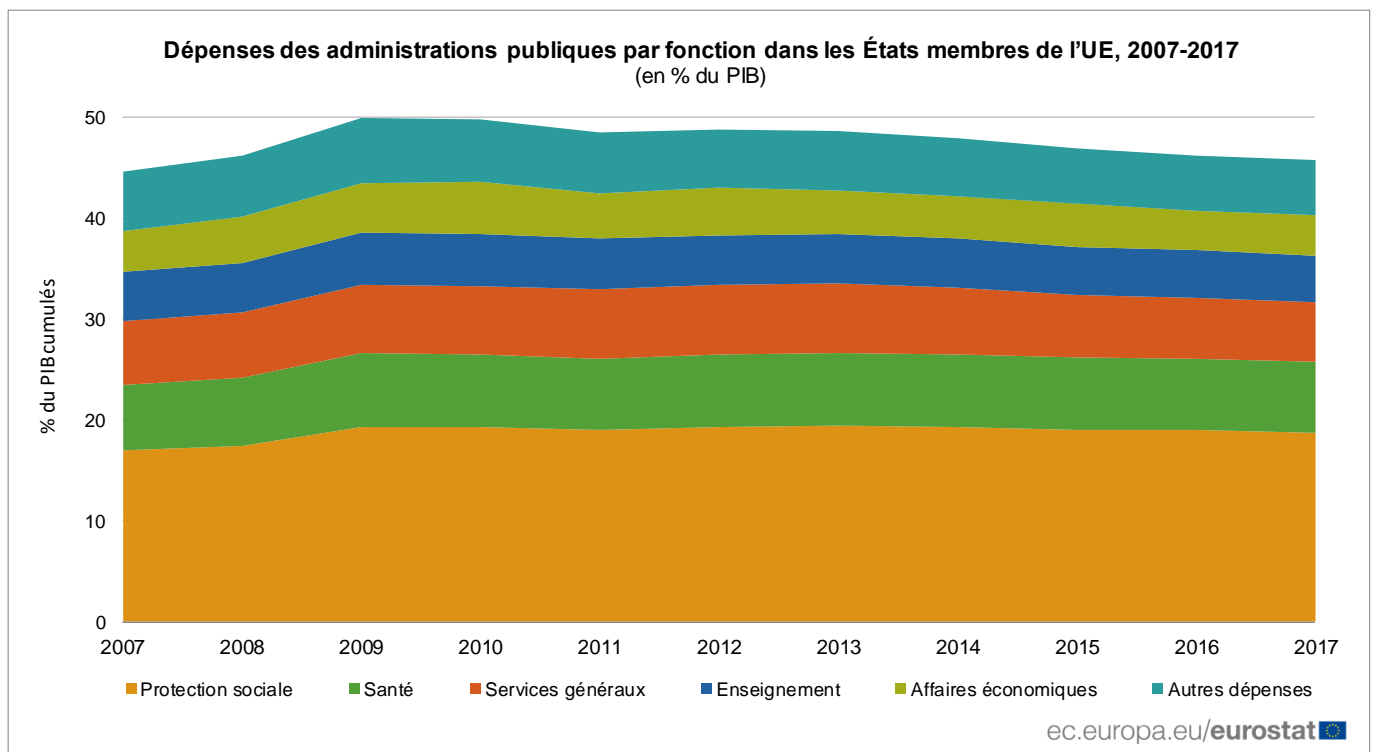
En ce qui concerne les dépenses consacrées aux affaires économiques, les plus hauts pourcentages observés en 2017 concernent la **Hongrie** (7,1% du PIB) et la **Belgique** (6,3%). Les dépenses des administrations publiques consacrées à l'ordre public et à la sécurité les plus élevées ont été observées en **Bulgarie** (2,5%) et en **Hongrie** (2,4%).

En 2017, 2% ou plus du PIB ont été consacrés à la défense en **Grèce** (2,5%), en **Estonie** et à **Chypre** (2,0% chacun). Les dépenses des administrations publiques consacrées aux loisirs, à la culture et au culte les plus élevées ont été observées en **Hongrie** (3,5%) et en **Estonie** (2,1%), à la protection environnementale aux **Pays-Bas** (1,4%) et en **Grèce** (1,3%), et aux logements et aux équipements collectifs en **Bulgarie** et à **Chypre** (1,6% chacun).

Evolution de l'ensemble des dépenses publiques

Durant les trois premières années de la crise économique et financière (2007-2009), les dépenses des administrations publiques exprimées en pourcentage du PIB ont cru dans l'UE. Ce pourcentage a augmenté, de 44,6% du PIB en 2007 à 50,0% en 2009, évolution en partie expliquée par un PIB plus bas. A l'exception de l'augmentation observée entre 2011 et 2012 (de 48,5% du PIB à 48,9%), la part des dépenses publiques a régulièrement diminué depuis lors, pour s'élever à 45,8% du PIB en 2017. Cette diminution graduelle reflète partiellement le résultat des mesures d'assainissement des finances publiques, du retour à la croissance économique et des réactions contra-cycliques de certaines dépenses publiques. Au cours des dernières années, les mesures ponctuelles de soutien aux institutions financières ont également diminué.

Les fonctions de dépenses publiques n'ont pas toutes évolué de la même manière entre 2007 et 2017. Certaines fonctions ont une tendance naturelle à réagir de façon contra-cyclique, même sans changement de politique. Par exemple, les dépenses publiques relatives aux allocations de chômage (qui font partie de la protection sociale) sont davantage sujettes à une évolution contra-cyclique que les autres fonctions, telles que les dépenses pour l'enseignement. Durant la crise économique, un nombre plus élevé de personnes ont perdu leur emploi, alors que le nombre d'élèves et d'étudiants est déterminé par des facteurs démographiques. Entre 2007 et 2009, les dépenses relatives au chômage dans l'UE ont progressé de 1,4% du PIB à 1,8%, puis ont diminué pour atteindre 1,2% en 2017. Les dépenses de protection sociale dans leur ensemble ont augmenté de 17,0% du PIB (2007) à 19,4% (2009), et s'élèvent à 18,8% du PIB en 2017. Durant la même période, les dépenses d'enseignement dans l'UE sont passées de 4,9% du PIB (2007) à 5,2% (2009) et elles ont graduellement décliné par la suite pour atteindre 4,6% en 2017.



Les dépenses de protection sociale et de santé ont augmenté en comparaison aux autres dépenses publiques

La «protection sociale» et la «santé» sont les deux seules fonctions dont les parts dans le total des dépenses publiques ont cru durant la période de 2007 à 2017. Pour l'UE, les dépenses de protection sociale sont passées de 38,2% à 41,1% de l'ensemble des dépenses, alors que les dépenses de santé ont augmenté de 14,5% à 15,3%. Au même moment, la part des autres fonctions ont diminué. Les dépenses publiques pour l'enseignement, par exemple, ont reculé de 10,9% en 2007 à 10,2% en 2017. Cette évolution ne semble pas être influencée par les cycles économiques.

Informations géographiques

L'**Union européenne** (UE) comprend la Belgique, la Bulgarie, la Tchéquie, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

La **zone euro** comprend la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie et la Finlande.

Méthodes et définitions

La classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) répartit les dépenses des administrations publiques en dix grandes divisions (ventilation du niveau 1 de la COFOG): services généraux des administrations publiques; défense; ordre et sécurité publics; affaires économiques; protection de l'environnement; logements et équipements collectifs; santé; loisirs, culture et culte; enseignement; protection sociale. Ces divisions sont ensuite subdivisées en 69 groupes (niveau 2 de la COFOG).

Plus d'informations

Base de données d'Eurostat sur les finances publiques.

Métadonnées d'Eurostat sur les dépenses des administrations publiques par fonction.

Série d'articles «Statistics Explained» d'Eurostat sur les dépenses administratives publiques par fonction.

Infographie interactive d'Eurostat sur les dépenses des administrations publiques par fonction.

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

Susanne DIETZ

Tél: +352-4301-33 444

eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Production des données:



Elvira GOEBEL/ Floris JANSEN/ Lukas RUCKA/

Vaida SAVICKAITĖ/ Kurt WASS/ Laura WAHRIG

Tél: +352-4301-37 687

estat-gfs@ec.europa.eu

 [EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)

 ec.europa.eu/eurostat/  [@EU_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)



Demandes média: Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

Dépenses totales des administrations publiques par fonction dans les États membres de l'UE, 2017
(en % du PIB)

	Total	Services généraux	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale	Protection sociale, dont:					
												Maladie et invalidité	Vieillesse	Survivants	Famille et enfants	Chômage	Autres
UE	45,8	5,8	1,3	1,7	4,0	0,8	0,6	7,0	1,1	4,6	18,8	2,7	10,1	1,3	1,7	1,2	1,6
Zone euro	47,0	6,1	1,2	1,7	4,2	0,8	0,6	7,1	1,1	4,5	19,8	2,8	10,7	1,7	1,7	1,5	1,4
Belgique	52,2	7,2	0,8	1,7	6,3	0,9	0,3	7,7	1,3	6,3	19,6	3,3	9,2	1,7	2,2	1,7	1,5
Bulgarie	35,1	3,2	1,1	2,5	4,0	0,7	1,6	4,9	1,0	3,6	12,5	0,2	9,2	:	2,3	0,1	0,7
Tchéquie	39,0	3,9	0,8	1,8	5,7	0,8	0,6	7,5	1,3	4,6	12,0	2,1	7,3	0,5	1,0	0,2	0,8
Danemark	51,2	6,2	1,2	0,9	3,3	0,4	0,2	8,4	1,7	6,5	22,4	4,4	8,2	0,0	4,4	2,3	3,0
Allemagne	43,9	5,6	1,0	1,5	3,1	0,6	0,4	7,1	1,0	4,1	19,4	3,2	9,3	1,8	1,6	1,6	1,7
Estonie	39,3	3,9	2,0	1,9	4,3	0,7	0,4	5,0	2,1	5,8	13,0	2,1	6,8	0,1	2,5	1,2	0,4
Irlande	26,3	3,4	0,3	1,0	2,3	0,4	0,5	5,1	0,5	3,3	9,5	1,9	3,4	0,6	1,3	1,1	1,2
Grèce	47,3	8,3	2,5	2,1	3,6	1,3	0,2	5,2	0,7	3,9	19,4	1,5	13,8	2,1	0,6	0,5	0,9
Espagne*	41,0	5,6	0,9	1,8	3,8	0,9	0,4	6,0	1,1	4,0	16,6	2,4	9,1	2,2	0,7	1,6	0,6
France	56,5	6,0	1,8	1,6	5,9	0,9	1,0	8,0	1,4	5,4	24,3	2,9	13,4	1,5	2,4	1,9	2,2
Croatie*	45,0	7,6	1,1	2,2	5,4	0,6	0,9	6,3	1,8	4,7	14,3	2,0	8,3	1,4	1,8	0,5	0,5
Italie	48,8	8,2	1,3	1,8	3,6	0,9	0,6	6,8	0,8	3,8	20,9	1,8	13,4	2,6	1,6	1,1	0,4
Chypre	37,4	7,3	2,0	1,7	2,4	0,3	1,6	2,6	0,9	5,7	13,0	0,5	5,9	1,5	2,9	0,6	1,6
Lettonie	37,8	4,1	1,7	2,3	5,5	0,6	1,1	3,5	1,7	5,8	11,7	2,1	6,9	0,2	1,2	0,5	0,8
Lituanie	33,1	3,5	1,7	1,5	2,8	0,4	0,4	5,7	1,1	4,9	11,2	3,1	5,7	0,3	1,1	0,6	0,5
Luxembourg	43,1	4,9	0,5	1,1	5,7	1,0	0,6	4,9	1,3	4,7	18,4	2,8	9,9	0,0	3,7	1,1	0,9
Hongrie	46,9	8,0	1,0	2,4	7,1	0,4	0,8	4,8	3,5	5,1	14,0	2,6	7,0	1,0	2,1	0,3	1,1
Malte	35,6	5,7	0,5	1,1	4,5	0,9	0,2	5,4	1,1	4,9	11,3	1,0	7,1	1,3	0,9	0,3	0,8
Pays-Bas*	42,5	4,3	1,1	1,9	3,8	1,4	0,3	7,6	1,2	5,1	15,9	4,1	6,6	0,1	1,3	1,6	2,2
Autriche	49,2	6,1	0,6	1,4	5,7	0,4	0,3	8,2	1,2	4,8	20,5	1,8	12,5	1,4	2,2	1,3	1,4
Pologne	41,1	4,4	1,7	2,1	4,7	0,4	0,6	4,7	1,2	4,9	16,4	2,4	9,0	1,7	2,7	0,4	0,4
Portugal	45,7	7,6	0,9	1,7	5,2	0,6	0,5	6,0	0,8	5,0	17,4	1,3	11,7	1,7	1,1	0,8	0,8
Roumanie	33,7	4,2	1,8	2,0	4,4	0,5	0,9	4,3	1,0	2,8	11,7	1,0	8,8	0,1	1,2	0,1	0,5
Slovénie	43,2	5,9	0,9	1,6	4,3	0,5	0,5	6,6	1,4	5,4	16,2	2,2	9,2	1,3	1,8	0,5	1,2
Slovaquie*	40,2	5,6	1,0	2,1	4,1	0,7	0,5	7,1	0,8	3,8	14,5	2,9	7,8	0,8	1,2	0,2	1,6
Finlande	54,2	7,9	1,3	1,1	4,3	0,2	0,3	7,1	1,5	5,7	24,9	3,1	13,8	0,7	3,1	2,3	1,9
Suède	49,4	6,8	1,2	1,3	4,1	0,3	0,8	6,9	1,1	6,8	20,2	4,1	10,3	0,3	2,5	1,3	1,8
Royaume-Uni	40,8	4,7	1,9	1,8	3,1	0,7	0,7	7,4	0,6	4,6	15,2	2,5	8,3	0,1	1,3	0,1	3,0
Islande*	43,3	8,1	0,1	1,5	4,7	0,6	0,5	7,6	3,0	7,5	9,7	3,1	3,0	0,0	2,0	0,5	1,1
Norvège	49,9	4,5	1,7	1,2	5,3	0,9	0,8	8,5	1,6	5,6	19,8	6,7	7,3	0,2	3,5	0,5	1,5
Suisse*	34,2	4,7	0,8	1,7	4,0	0,6	0,2	2,2	0,8	5,6	13,5	2,9	6,8	0,3	0,5	1,2	1,8

: Données non disponibles

* Données provisoires

En raison des arrondis, la somme des éléments individuels peut ne pas correspondre exactement au total.

Les données sources peuvent être consultées [ici](#).

Dépenses des administrations publiques par fonction dans les États membres de l'UE, 2017

(en % du total des dépenses des administrations publiques)

	Services généraux	Défense	Ordre et sécurité publics	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et culte	Enseignement	Protection sociale	Protection sociale, dont:					
											Maladie et invalidité	Vieillesse	Survivants	Famille et enfants	Chômage	Autres
UE	12,8	2,9	3,7	8,9	1,6	1,3	15,3	2,3	10,2	41,1	6,0	22,1	2,9	3,8	2,7	3,6
Zone euro	13,0	2,6	3,5	8,9	1,7	1,2	15,0	2,3	9,6	42,1	5,9	22,7	3,6	3,6	3,3	3,0
Belgique	13,9	1,5	3,3	12,1	1,8	0,6	14,7	2,4	12,1	37,5	6,3	17,6	3,3	4,2	3,2	2,9
Bulgarie	9,2	3,0	7,1	11,4	1,9	4,5	14,1	2,9	10,2	35,5	0,7	26,1	0,2	6,6	0,2	2,0
Tchéquie	10,0	2,1	4,5	14,6	2,1	1,5	19,2	3,4	11,9	30,7	5,4	18,8	1,4	2,6	0,4	2,1
Danemark	12,1	2,3	1,8	6,4	0,8	0,4	16,4	3,3	12,7	43,7	8,7	16,1	0,0	8,6	4,4	6,0
Allemagne	12,8	2,4	3,5	7,1	1,4	0,9	16,2	2,3	9,3	44,1	7,3	21,3	4,2	3,7	3,7	3,8
Estonie	9,9	5,2	4,8	11,0	1,9	0,9	12,8	5,3	14,8	33,2	5,4	17,3	0,1	6,4	2,9	1,0
Irlande	13,0	1,0	3,9	8,6	1,5	1,9	19,6	2,0	12,4	36,1	7,2	13,0	2,1	5,1	4,2	4,5
Grèce	17,6	5,3	4,5	7,6	2,8	0,4	11,1	1,5	8,2	41,0	3,2	29,1	4,5	1,4	1,0	1,9
Espagne*	13,6	2,2	4,5	9,3	2,1	1,1	14,5	2,7	9,7	40,4	5,8	22,2	5,4	1,7	3,9	1,4
France	10,6	3,2	2,9	10,5	1,7	1,8	14,2	2,5	9,6	43,1	5,2	23,7	2,7	4,2	3,4	3,9
Croatie*	16,9	2,4	4,9	12,0	1,3	2,0	14,0	4,0	10,5	31,9	4,4	18,4	3,0	3,9	1,0	1,0
Italie	16,8	2,7	3,8	7,3	1,9	1,2	14,0	1,7	7,9	42,9	3,7	27,4	5,4	3,2	2,3	0,8
Chypre	19,5	5,5	4,5	6,3	0,8	4,2	6,9	2,4	15,3	34,8	1,3	15,9	3,9	7,8	1,5	4,4
Lettonie	10,7	4,4	6,2	14,7	1,5	2,9	9,3	4,4	15,2	30,8	5,7	18,3	0,5	3,1	1,3	2,0
Lituanie	10,6	5,1	4,5	8,4	1,3	1,3	17,1	3,2	14,8	33,9	9,3	17,4	0,9	3,2	1,7	1,4
Luxembourg	11,5	1,1	2,5	13,3	2,3	1,3	11,3	3,0	10,9	42,8	6,6	23,0	0,0	8,7	2,5	2,1
Hongrie	16,9	2,1	5,0	15,0	1,0	1,6	10,2	7,4	10,8	29,9	5,5	14,8	2,1	4,4	0,6	2,4
Malte	15,9	1,4	3,1	12,7	2,6	0,6	15,1	3,0	13,9	31,7	2,7	19,8	3,7	2,6	0,7	2,1
Pays-Bas*	10,0	2,7	4,4	8,8	3,2	0,8	17,8	2,7	12,1	37,4	9,7	15,4	0,2	3,2	3,8	5,1
Autriche	12,4	1,2	2,8	11,6	0,7	0,6	16,6	2,4	9,9	41,8	3,7	25,4	2,8	4,4	2,6	2,8
Pologne	10,8	4,1	5,2	11,3	0,9	1,4	11,4	2,9	11,9	40,0	5,8	21,9	4,1	6,5	0,9	0,9
Portugal	16,6	1,9	3,7	11,4	1,2	1,1	13,1	1,8	10,9	38,2	2,8	25,7	3,8	2,4	1,8	1,8
Roumanie	12,6	5,3	6,0	13,1	1,5	2,6	12,9	2,9	8,4	34,7	2,9	26,2	0,2	3,5	0,2	1,6
Slovénie	13,6	2,1	3,7	9,9	1,0	1,1	15,2	3,2	12,6	37,4	5,1	21,3	2,9	4,3	1,2	2,7
Slovaquie*	13,9	2,4	5,3	10,1	1,8	1,1	17,7	2,1	9,4	36,1	7,2	19,3	2,0	3,0	0,5	4,0
Finlande	14,6	2,3	2,1	7,9	0,4	0,6	13,1	2,7	10,5	45,9	5,8	25,5	1,2	5,6	4,2	3,6
Suède	13,8	2,4	2,6	8,3	0,6	1,5	14,0	2,2	13,7	40,9	8,3	20,9	0,5	5,0	2,6	3,6
Royaume-Uni	11,5	4,7	4,4	7,6	1,8	1,8	18,2	1,5	11,3	37,2	6,0	20,5	0,1	3,1	0,2	7,3
Islande*	18,7	0,1	3,4	10,9	1,4	1,2	17,5	6,9	17,4	22,5	7,2	7,0	0,0	4,7	1,1	2,5
Norvège	9,1	3,4	2,3	10,7	1,8	1,6	17,1	3,2	11,2	39,6	13,4	14,6	0,4	7,0	1,0	3,1
Suisse*	13,7	2,4	5,0	11,6	1,8	0,5	6,4	2,4	16,5	39,6	8,6	19,9	0,9	1,4	3,5	5,3

: Données non disponibles

* Données provisoires

En raison des arrondis, la somme des éléments individuels peut ne pas correspondre exactement au total.

Les données sources peuvent être consultées [ici](#).

Dépenses des administrations publiques par fonction dans l'UE, 2007-2017 (en % du PIB)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Total	44,6	46,2	50,0	49,9	48,5	48,9	48,6	47,9	46,9	46,2	45,8
Services généraux	6,3	6,5	6,7	6,7	6,9	6,9	6,9	6,6	6,2	6,0	5,8
Défense	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3
Ordre et sécurité publics	1,7	1,8	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7
Affaires économiques	4,0	4,6	4,9	5,1	4,5	4,7	4,4	4,3	4,2	4,0	4,0
Protection de l'environnement	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Logements et équipements collectifs	0,9	0,9	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Santé	6,5	6,7	7,3	7,3	7,1	7,1	7,2	7,2	7,1	7,1	7,0
Loisirs, culture et culte	1,1	1,1	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
Enseignement	4,9	4,9	5,2	5,2	5,1	5,0	4,9	4,9	4,8	4,7	4,6
Protection sociale	17,0	17,4	19,4	19,3	19,0	19,3	19,5	19,3	19,1	19,0	18,8
<i>Maladie et invalidité</i>	2,4	2,5	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,8	2,7
<i>Vielllesse</i>	8,9	9,1	10,0	10,0	10,0	10,2	10,4	10,3	10,2	10,2	10,1
<i>Survivants</i>	1,3	1,3	1,5	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3
<i>Famille et enfants</i>	1,7	1,7	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
<i>Chômage</i>	1,4	1,3	1,8	1,7	1,5	1,5	1,5	1,4	1,3	1,3	1,2
<i>Autres</i>	1,4	1,4	1,5	1,6	1,6	1,7	1,7	1,6	1,7	1,7	1,6

En raison des arrondis, la somme des éléments individuels peut ne pas correspondre exactement au total.
Les données sources, y compris les données pour les États membres, peuvent être consultées [ici](#).

Dépenses des administrations publiques par fonction dans l'UE, 2007-2017 (en % du PIB)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Services généraux	14,1	14,1	13,3	13,4	14,1	14,1	14,1	13,8	13,1	12,9	12,8
Défense	3,2	3,2	3,1	3,0	3,0	2,9	2,9	2,8	2,8	2,9	2,9
Ordre et sécurité publics	3,9	3,8	3,8	3,8	3,8	3,7	3,7	3,6	3,7	3,7	3,7
Affaires économiques	9,0	10,0	9,8	10,3	9,3	9,6	9,0	8,9	9,0	8,7	8,9
Protection de l'environnement	1,7	1,7	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6
Logements et équipements collectifs	2,0	1,9	2,0	1,7	1,6	1,5	1,4	1,3	1,4	1,3	1,3
Santé	14,5	14,5	14,7	14,6	14,6	14,6	14,7	15,0	15,2	15,3	15,3
Loisirs, culture et culte	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,2	2,3	2,3	2,2	2,3	2,3
Enseignement	10,9	10,6	10,5	10,5	10,4	10,2	10,1	10,2	10,2	10,2	10,2
Protection sociale	38,2	37,8	38,8	38,7	39,2	39,6	40,1	40,3	40,6	41,2	41,1
<i>Maladie et invalidité</i>	5,5	5,4	5,5	5,5	5,5	5,6	5,7	5,8	5,9	5,9	6,0
<i>Vielllesse</i>	19,8	19,8	19,9	20,1	20,6	21,0	21,4	21,6	21,8	22,1	22,1
<i>Survivants</i>	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
<i>Famille et enfants</i>	3,9	3,7	3,8	3,7	3,7	3,6	3,6	3,6	3,7	3,8	3,8
<i>Chômage</i>	3,0	2,9	3,6	3,5	3,1	3,1	3,2	3,0	2,8	2,8	2,7
<i>Autres</i>	3,0	3,0	3,1	3,1	3,3	3,4	3,4	3,4	3,6	3,7	3,6

En raison des arrondis, la somme des éléments individuels peut ne pas correspondre exactement au total.
Les données sources, y compris les données pour les États membres, peuvent être consultées [ici](#).